

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18113 - 70ÈME ANNÉE

## Quand une route qui ne se fera pas siphonne la commande publique

### **BTP : crise plus grave que prévu**

L'élection de la présidente du Conseil départemental jeudi vient de clore un épisode d'un temps politique commencé lors des municipales de l'an dernier et qui mènera jusqu'aux législatives de 2017. La réalité prend rapidement le dessus. Le même jour avait lieu le Haut conseil de la commande publique. Il a permis de mesurer l'étendue des dégâts causés par les démolisseurs qui ont emboîté le pas à Didier Robert, après que ce dernier ait décidé de jeter à la poubelle la rocade du Tampon, un projet de 100 millions d'euros.



On est loin de l'âge d'or du BTP à La Réunion, quand Paul Vergès dirigeait la Région

Jeudi et vendredi, les médias ont accordé une place importante à un moment politique : l'élection de la présidente du Conseil départemental. Ce scrutin vient pourtant de montrer que la fracture entre la population et les dirigeants politiques s'est encore accentuée. Les jours séparant le second tour des départementales de la première séance de la nouvelle assemblée ne vont pas arranger les choses. La bataille pour les places s'est poursuivie jusqu'au jour de l'élection de la présidente. Même nos confrères semblent avoir envie de tourner rapidement la page. « JIR » et « Quotidien » souhaitent que les nouveaux élus se mettent au travail au plus vite. Il est vrai que les défis ne manquent pas.

La question de la canne est à l'ordre du jour. Elle entre dans le champ de compétence du Conseil départemental, et elle est urgente : la coupe commence dans trois mois et le prix

de la canne n'est toujours pas fixé. Un autre secteur subit aussi une grande crise, bien plus rapide que celle de la filière canne, c'est le BTP. Il a en effet fallu près de 40 ans pour que le nombre de livreurs de canne passe de plus de 20.000 à moins de 4.000. Le BTP a vu ses effectifs fondre de près de 10.000 travailleurs au cours des six dernières années. Le jour de l'élection de la présidente du Conseil départemental, une autre réunion avait lieu à Saint-Denis, c'était le Haut conseil de la commande publique. Il a permis de faire le point sur la crise.

Il a rappelé que près de 24.000 personnes travaillaient dans le BTP en 2008, c'est à partir de cette date que les coups ont été portés. Au Tampon, Didier Robert a lancé l'offensive en stoppant le chantier de la rocade Sud. Il a été suivi par les socialistes à Saint-Denis qui ont arrêté les travaux du Pôle océan et du Zénith intercommunal. À Saint-Paul, la municipalité

fraîchement élue a cassé le projet de l'hippodrome. Conséquence : fin 2009, le nombre de salariés du BTP était passé à moins de 20.000.

### **Près de 10.000 emplois détruits par les démolisseurs**

Quelques mois plus tard, la décision des socialistes d'offrir la Région à Didier Robert allait encore coûter des milliers d'emplois : arrêt du chantier du tram-train, suppression de la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise, remise en cause de la construction de la grande centrale photovoltaïque de la route des Tamarins, coup d'arrêt porté au plan de construction des lycées, remise en cause du projet de nouvelle route du littoral lancé par le gouvernement précédent, transformé en nouvelle route en mer...

Le bilan fait lors du Haut conseil de la commande publique a permis de constater le désastre : un peu plus de 15.000 salariés aujourd'hui. Il décrit un chiffre d'affaires du BTP en constante régression, avec une commande publique qui en représente 90 % ! Cette dépendance aux fonds publics est très inquiétante. Ce qui l'est encore plus, c'est que le projet pharaonique de Didier Robert tend à siphonner cette commande publique au profit d'une hypothétique route de 12 kilomètres, marché juteux pour des groupes extérieurs à La Réunion.

## La route en mer siphonne la commande publique

En 2014, le chiffre d'affaires du BTP réalisé dans toute l'île sauf entre Saint-Denis et La Possession est annoncé à 1100 millions d'euro, contre 960 millions prévus pour 2015. Pendant ce temps, le chiffre d'affaires réalisé par les sociétés qui ont obtenu des marchés avec la Région pour la route en mer passera de 200 millions en 2014, à 295 millions en 2015. Dans toute La Réunion, la commande publique des collectivités va diminuer sauf sur 12 kilomètres entre La Possession et Saint-Denis. La chute la plus spectaculaire est à mettre au crédit de la Région pour ses chantiers menés dans toute l'île. En 2014, elle a investi 389 millions d'euros et prévoit seulement 141 millions en 2015, soit une division par trois ! Les intercommunalités pensent investir deux fois moins en 2015 qu'en 2014 : 53 millions contre 117 millions.

Le conseil départemental suit la même tendance : 29,3 millions au lieu de 43,7 millions. Les communes annoncent une légère diminution : 151 millions en 2015 contre 162,2 millions en 2014, tout comme les constructeurs de logements sociaux : 304 millions contre 389 millions.

Le secteur médical fait exception, avec plus de 200 millions d'euros qui doivent payer la construction d'un hôpital dont la première pierre avait été posée voici déjà plus d'un an, lors de la campagne des municipales à Saint-Paul.

## Sortons de l'illusion

Pour compenser ce que les professionnels du BTP appelaient en septembre 2010 un « massacre », il n'y a que l'illusion du projet de route en mer. Au-delà de son coût faramineux, rarement projet n'a suscité une telle opposition à tous les niveaux. La protestation ne touche pas seulement les associations d'usagers des

transports ou de défense de l'environnement à La Réunion, elle monte jusqu'au Conseil national de la protection de la nature qui a voté à l'unanimité contre la route en mer. Les recours sont nombreux et une enquête est même lancée pour faire la lumière sur l'attribution des marchés, avec une descente des gendarmes à la Région en prime.

L'opinion française est touchée par le scandale, avec des médias qui s'étonnent d'un tel gaspillage, tout cela à un moment décisif : la France organise à la fin de l'année la conférence internationale sur le climat. Le projet de route en mer est précisément à l'opposé de ce qu'il faut faire pour lutter contre les effets du changement climatique.

Les nouveaux élus du Conseil départemental vont-ils oeuvrer pour aider à trouver une solution à ce problème, afin que les travailleurs du BTP puissent avoir des perspectives d'avenir concrètes et pas l'illusion d'une route qui ne se fera pas?

**M.M.**

## Perspectives de l'INSEE pour la France

# De la reprise et du chômage

**Le taux de chômage en France a atteint la barre des 10 % de la population active fin 2014, et devrait continuer à augmenter jusqu'à 10,2 % mi-2015, selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, qui indique que la croissance devrait connaître une reprise.**

**L**e chômage atteindra en France à la mi-2015 un record inégalé depuis près de 20 ans, fin 1997, où le chômage avait atteint son pic historique de 10,4 %. L'institut prévoit une légère augmentation de l'emploi total, de près de 20.000 emplois.

Une hausse minime face à l'augmentation de la population active d'environ 60.000 personnes. Vladimir Passeron, chef du département conjoncture de l'Insee, a expliqué que l'arrivée de ces personnes allaient entraîner « une hausse du taux de chômage, sur le même rythme que les trimestres précédents ».

A contrario, l'Insee prévoit une croissance de 0,4 % au premier trimestre 2015 et de 0,3 % au deuxième trimestre, des chiffres positifs pour le gouvernement, qui espère une croissance annuelle supérieure à 1 %. Malgré cela, « tant que nous n'avons pas une croissance plus forte, autour de 1,5 %, il est difficile de créer de l'emploi » a

admit le Premier ministre Manuel Valls.

Raillé pour ses déclarations assurant un tournant de la courbe du chômage, François Hollande a estimé qu'il « n'y a pas de montée inexorable du chômage », réitérant le fait qu'il ne briguerait pas de second mandat en 2017 si le chômage, affiché comme une priorité, ne baisait pas.

Dans un tel contexte, Michel Sapin, ministre des Finances, a appelé les entreprises à investir. « Aujourd'hui les entreprises ont la capacité d'investir, elles doivent investir », a déclaré le ministre socialiste sur RTL, y voyant une « responsabilité du monde économique ».

Avec des chiffres moins moroses que prévu, le gouvernement a assuré par la voix de son ministre, que « la première chose à faire c'est de tenir le cap (...) ce qui ne veut pas dire ne pas bouger », mais au contraire, « on peut accélérer pour aller plus vite ».

Ce dernier a décidé de faire porter la reprises économique du pays sur les entreprises, après leur avoir permis d'engranger des bénéfices, via le pacte de responsabilité et de solidarité.

Pour Michel Sapin, les entreprises n'investissent pas « suffisamment (...) pour qu'une croissance solide s'installe en France ». En effet, la note de l'Insee écrit que « l'investissement des entreprises françaises resterait atone au premier semestre 2015, alors que de nombreux facteurs de soutien sont aujourd'hui réunis pour une plus franche accélération », dont la baisse des prix du pétrole, et la dépréciation du taux de change qui favorise les exportations. Raison pour laquelle, le ministre a assuré que « la mise en place du CICE et la baisse des cotisations fait 12 milliards d'allègements de charges. Ça n'a jamais été fait ».

**Céline Tabou**

## Edito

# Attaque de Garissa : la guerre s'installe à quelques heures de La Réunion

**J**eudi, une attaque meurtrière a tué près de 150 personnes dans une université au Nord-Est du Kenya. Les assaillants sont venus de la proche Somalie, ils font partie des Shebabs, un groupe de combattants extrémistes. Ils ont tiré sur des étudiants en pleine nuit. L'armée kenyane a riposté jusqu'à la mort des Shebabs. En septembre 2013, les Shebabs s'étaient emparé d'un centre commercial à Nairobi, la capitale kenyane. Ils avaient soutenu un siège de plusieurs jours avant d'être vaincus. Plus de 70 personnes avaient été tués. Il faut remonter à 1998 pour une attaque aussi meurtrière au Kenya. L'ambassade des États-Unis avait alors été la cible d'une voiture piégée : plus de 200 morts.

Pour les Réunionnais, ces événements peuvent apparaître lointains. Ils sont en Afrique et pas en Europe. Mais en réalité, ils sont très proches. Le Kenya est sur la rive de l'océan Indien. Quand un avion relie La Réunion à la France, il survole cette région allant du Kenya à la Somalie. À quelques heures de La Réunion, sur la côte africaine de l'océan Indien, c'est un état de guerre permanent. Le foyer de l'instabilité réside en Somalie. Il faut se souvenir du débarque-

ment devant les caméras de l'armée américaine sur les plages somaliennes : 25.000 soldats étaient là pour « Ramener l'espoir ». Ils se sont retirés bien plus discrètement moins de deux ans plus tard, laissant le pays totalement déstabilisé.

Cible d'attaques des Shebabs à ses frontières, le Kenya a décidé de prêter main forte à la mission de l'Union africaine en Somalie en intervenant dans ce pays. Son armée a aidé à faire reculer les Shebabs, ces derniers ont riposté en multipliant les incursions loin à l'intérieur du Kenya.

La guerre n'est donc qu'à quelques heures de nos côtes. Elle ne se limite plus à la Somalie et se rapproche.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
70e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Signature d'un accord sur le nucléaire

# Des avancées importantes sur le dossier iranien

**Après plus de dix-huit mois de négociations, les pays occidentaux et l'Iran sont parvenus à un accord-cadre, le 2 avril, sur le programme nucléaire iranien. Ces avancées présagent une reconfiguration des rapports de force dans la région, mais surtout une bouffée d'oxygène pour les Iraniens.**

**E**n effet, les négociations de Lausanne sur l'énergie nucléaire en Iran ont prouvé qu'un « vrai dialogue » pouvait « résoudre les problèmes, ouvrir de nouveaux horizons », a expliqué le ministre iranien des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif. De son côté, le président américain, Barack Obama, a salué une entente « historique qui, si elle est pleinement appliquée, empêchera l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire ».

Ce dernier s'est félicité de la position de l'Iran qui « a donné son accord pour un régime de transparence et les inspections les plus approfondies jamais négociées dans l'histoire des programmes nucléaires », ajoutant toutefois que « le travail [n'était] pas fini ».

Cet accord-cadre permettra la levée progressive des sanctions économiques imposées par l'Occident, sous réserve que le pays respecte ses engagements, comme l'usage militaire du nucléaire. Pour les Iraniens, il s'agit d'une évolution considérable. Le ministre iranien des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a estimé que cet accord mettait fin à un « cercle vicieux qui n'était dans l'intérêt de personne ».

### Une entente fragile

24 heures après la date butoir, Téhéran et les grandes puissances se sont entendus sur un accord d'étape, mais ils doivent encore finaliser un accord dit « historique », pour le 30 juin. Un délai qui laisse du temps aux farouches détracteurs, tels qu'Israël et les républicains américains, pour saboter les avancées réalisées.

Pour l'analyste de la société International Crisis Group, Ali Vaez, « ce qui a été accompli reste très fragile », en raison de « la force redoutable des opposants à cet accord » et des zones de flou et d'ambiguïté qui restent à lever.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne,

la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne ont, avec l'Iran, rédigé un document de 4 feuillets définissant des paramètres sur les points clés de la négociation tels que l'enrichissement d'uranium, le contrôle et les inspections, les sanctions et la durée de l'accord.

Ce document sera la base d'un accord final, qui – selon la version américaine du texte, lue par l'AFP – engage l'Iran à réduire des deux tiers le nombre de ses centrifugeuses, lui permettant d'enrichir l'uranium, et d'en conserver 6.000, contre 19.000 à l'heure actuelle. De plus, le stock d'uranium enrichi de l'Iran sera réduit quasiment en totalité (98 %).

Enfin point crucial pour les Occidentaux, le réacteur à eau lourde d'Arak sera reconfiguré pour ne plus produire de plutonium, autre filière que l'uranium pouvant créer la bombe atomique. Le site sera soumis à des inspections draconiennes des Nations Unies.

En contrepartie, le texte prévoit que la levée des sanctions américaines, européennes, et surtout onusiennes. À l'annonce de cet accord-cadre, des Iraniens sont descendus jeudi soir dans les rues de Téhéran pour fêter l'accord, espérant une levée rapide des sanctions qui étranglent l'économie du pays. Cependant, celles-ci ne seront pas levées en une fois, mais assouplies graduellement, en fonction des rapports de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA).

### Entre satisfaction et colère

Les pays européens se sont félicités de la réussite de cette étape, allant vers un accord définitif. Le texte va au-delà « de ce que beaucoup d'entre nous pensaient possible il y a encore dix-huit mois », a déclaré le chef de la diplomatie britannique, Philip Hammond. Ce dernier a esti-

mé que « nous avons le cadre général d'un compromis mais il reste des questions clés sur lesquelles nous devons encore travailler. »

Pour la chancelière allemande, Angela Merkel, cet accord est un « pas important ». « Nous sommes plus proches que jamais d'un accord qui empêchera l'Iran de posséder des armes nucléaires », a-t-elle ajouté. Son chef de la diplomatie est resté prudent, assurant que « c'est bien, mais en même temps il est trop tôt pour fêter. Ce que nous avons posé hier, ce sont des pierres angulaires ».

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius a parlé d'« avancées indiscutables » qu'il faut regarder « avec objectivité et espoir », ajoutant qu'il reste « des points très complexes sur lesquels il faut travailler ». De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a estimé qu'au-delà du nucléaire, « l'accord pourra, s'il est mis en œuvre, contribuer à la paix et à la stabilité dans la région » du Proche-Orient.

De son côté, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, farouche détracteur du processus de négociations, a réaffirmé sa « ferme opposition » à tout accord, quel qu'il soit. « Un accord sur ces bases menacerait la survie d'Israël », a affirmé ce dernier, estimant que l'accord d'étape « ne bloquerait pas la voie de l'Iran vers la bombe, mais l'ouvrirait ». D'après lui, « l'accord augmenterait les risques de prolifération nucléaire et exposerait aux risques d'une guerre horrible ».

### Des rapports de force tendus

Alors que le conflit au Yémen, mené par les Houthis, et la guerre civile en Syrie, conduite par Bachar el-Assad, sont soutenus par l'Iran, Israël voit ses marges de manœuvres s'amincir, particulièrement de-

puis les propos tenus par Benjamin Netanyahu lors de la campagne législative. Ce dernier a contrarié à plusieurs reprises son allié – auparavant infaillible –, Washington, en assurant qu'il n'y aurait pas d'État palestinien.

Aujourd'hui, l'isolement d'Israël laisse présager une montée de la tension dans la région, particulièrement depuis l'annonce de cet accord-cadre trouvé à Lausanne. En effet, le ministre israélien des Renseignements, Youval Steinitz, a réaffirmé jeudi 2 avril que « toutes les options, y compris l'action militaire, étaient envisagées face à la menace d'un Iran doté de l'arme nucléaire », d'après l'Agence France Presse. Ce dernier a également assuré que son pays allait intervenir dans les domaines de la diplomatie et du Renseignement, mais « si nous n'avons pas le choix, (...) l'option militaire est sur la table ».

Une option confortée par Benjamin Netanyahu, qu'il n'a pas cessé de marteler auprès de la communauté internationale, affirmant également qu'il ferait tout pour assurer la sécurité d'Israël. Au-delà de la nécessité d'améliorer et d'investir les capacités militaires et le renseignement israélien, Benjamin Netanyahu devrait maintenir la pression sur ses alliés (Égypte, Jordanie, Arabie saoudite et certains pays du Golfe), afin de faire capoter l'accord.

Pour le géographe Bernard Hourcade, cet accord peut réintégrer Téhéran dans le jeu diplomatique, pour obtenir un nouvel équilibre entre puissances régionales, a-t-il expliqué à FranceTv. Ce dernier a indiqué l'ostracisme dont a été victime l'Iran pendant trente ans a profité « à la Turquie mais surtout à l'Arabie saoudite et aux monarchies pétrolières », des pays qui ont financé ou encouragé les sunnites radicaux.

Soutenir l'Iran serait un moyen pour les États-Unis de lutter contre les jihadistes de l'État islamique, qui s'imposent dans la région. D'ailleurs, selon le quotidien Orient XXI, « il est évident que l'Iran dispose d'un potentiel exceptionnel et de tous les atouts pour répondre rapidement aux défis et aux perspectives ouvertes par l'accord sur le nucléaire et par le processus de normalisation politique en cours ».

**Céline Tabou**

## Di sak na pou di **Mondialisation ou mise au pas ?**

A-t-on identifié la mondialisation pour ce qu'elle est ?

Quand j'entends le flot de sottises déversées sur la mondialisation, je pense toujours à cette vieille, Dame qui avait bourlingué des années autour de la planète dans la confidence des maîtres du monde... C'était au lendemain des puissantes mobilisations populaires de la fin des années soixante : les universités Américaines manifestaient, idem à Rome, Paris, Berlin... (7 millions de grévistes en France)... La vieille Dame nous avait mis en garde par ces mots :

« Toutes ces mobilisations n'ont pas changé le système, on a blessé la bête sans l'achever. Et sans vous méfier, dans vos manifs, vous avez parlé d'autogestion, de "coopérativisme", de nationalisations avec contrôle social. Vous ne vous rendez pas compte que ces idées touchent aux privilèges, au pouvoir, à la survie même de la classe dominante. À partir d'aujourd'hui disait-elle, rentiers, capitalistes et tous leurs "collabos", n'auront qu'un seul objectif : briser les reins des classes ouvrières du monde entier. »

Les années suivantes allaient malheureusement lui donner raison...

Ma première prise de conscience fut l'acharnement mis par Miss Thatcher pour briser les mineurs et à travers eux, mettre à genoux la classe ouvrière anglaise. Elle n'a pas hésité pour cela, à importer du charbon d'Afrique du sud extrait à ciel ouvert par des noirs soumis à l'apartheid et traités comme des esclaves... Il ne fallait pas être bien malin au début des années 70, pour comprendre que les possédants, outre les idées d'autogestion, de "coopérativisme", etc., avaient d'autres raisons de s'inquiéter. La décolonisation et l'existence même de l'URSS avaient réduit leur terrain de chasse, c'était pour eux moins de profits. De plus, les États Unis, porte drapeau du capitalisme, étaient en train de perdre la guerre du Viêt-Nam et le peuple chilien prenait possession des mines de cuivre. Toute l'Amérique latine par effet domino pouvait suivre le même chemin...

De surcroît, certains États voulaient appliquer la charte de la Havane fondée sur le développement et la souveraineté de chaque pays. Cette Charte en appliquant des politiques de co-développement entre les pays riches et pauvres pouvait permettre à chaque citoyen du monde d'accéder à l'eau potable à la santé, l'éducation, la culture... Autrement dit une mon-

dialisation de " l'humain d'abord ».

Dans cette option, le système capitaliste était mis en danger. Astre, chercheur canadien, écrit au début des années 1970 : « les milieux industriels se sentaient menacés par un mouvement populaire trop vigoureux. » La classe dominante et ses courtisans du monde politico-médiatique devaient renverser le rapport de force, comme ils l'exprimaient dans leurs organisations de moins en moins secrètes (Club de Bilderberg, Trilatérale...) : Samuel Huntington écrivait dans « Crisis of the démocratie » édité par la Trilatérale dont il est un des fondateurs : « Il faut en finir avec la fidélité au concept d'égalité "... " Il faut reconnaître qu'il y a des limites désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique " et (Madison autre penseur de la Trilatérale rajoutait : " Aujourd'hui, l'écran de la représentation (nos élus dans les assemblées) ne permet plus de canaliser " la populace »... je vous laisse méditer ! (Droite, PS, et leurs jokers du centre siègent à la Trilatérale. Mme Guigou (PS) y déclarait récemment : « il faut en finir avec la dictature des référendums »). En fait, si leurs écrits, affichent leur détermination à réduire les peuples au silence, ils dévoilent aussi leur tendon d'Achille ! Pour en savoir plus, lire la revue Manière de voir N° 72 sur « Le Nouveau capitalisme ».

C'est limpide, cette mondialisation fondée sur la concurrence et la dérégulation des échanges... n'est là que pour assurer la survie du système capitaliste, en brisant toutes les résistances du monde du travail et de la création à l'échelle de la planète. Cela n'a rien à voir avec l'évolution rapide du monde, le développement des pays émergents, le boum des sciences et des techniques, de l'information et de la communication...

Mais briser les syndicats, diminuer le poids de l'Etat, faire du libre-échange, privatiser, ce n'est pas là le cœur de la mondialisation capitaliste. Son cœur est la financiarisation de l'économie et surtout la suppression des processus institutionnels liés à la souveraineté nationale, afin de se débarrasser structurellement et sur le long terme de toute pression démocratique sur les choix économiques. (A suivre)

**Didier Le Strat (Mouvement politique d'émancipation populaire)**

## Pourquoi une décennie pour les personnes d'ascendance africaine ?

« Afrique j'ai gardé ta mémoire. Afrique tu es en moi » Jacques Roumain

**L**e 10 décembre dernier, à New York, sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies, a été officiellement lancée la Décennie pour les personnes d'origine africaine. Pourquoi une décennie consacrée aux personnes d'ascendance africaine, relativement bien insérées dans divers pays à travers le monde, donc bien loin d'être des apatrides ? Est-ce parce que les chaînes de la discrimination raciale continuent à tristement les handicaper, pour parler comme Martin Luther King ? Et ce, malgré leur immense contribution à la construction de toutes les sociétés de l'Amérique et de la Caraïbe, de l'Océan Indien et d'autres régions du globe ! Pourquoi ce manque de reconnaissance, de justice et d'équité ?

### Les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées

Pour le Président de l'Assemblée générale, Sam K. Kutesa, le lancement de cette Décennie, prouve que les difficultés touchant les personnes d'ascendance africaine de par le monde perdurent et sont une source de préoccupation pour les Nations Unies. La Décennie, a-t-il déclaré, nous permettra d'explorer les défis auxquels elles sont exposées, en raison du racisme et de la discrimination raciale persistants dans nos sociétés, tout en ajoutant, dans la foulée, que la Conférence mondiale de Durban contre le racisme..., en août/septembre 2001, a confirmé ce « que nous tenions tous déjà pour être vrai, à savoir que les personnes d'ascendance africaine souffrent encore des conséquences résiduelles de l'esclavage, de la traite des esclaves et du colonialisme » ([www.un.org/fr/events/africandescentdecade](http://www.un.org/fr/events/africandescentdecade)).

D'où, selon le Président, l'importance de cette Décennie pour les personnes d'ascendance africaine de par le monde. J'invite, a-t-il déclaré, les États membres à renouveler leur engagement politique en faveur des droits de l'homme, en vue de donner un nouvel élan à l'élimination de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale dans nos sociétés, notamment celles qui frappent plus particulièrement les personnes d'ascendance africaine (site web officiel de l'An-

née)....

En effet, nous savons tous que les personnes d'ascendance africaine représentent l'une des communautés les plus pauvres et les plus marginalisées du monde. En outre, elles doivent, trop souvent, faire face au déni des droits fondamentaux, tels que l'accès aux services de qualité et de l'éducation, selon le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon. La Réunion, comme l'a montré Laurent Médéa, n'est pas une exception à la règle :

« Depuis plus de deux siècles, le groupe Kaf, composé des descendants d'esclaves et d'engagés, désigné dans le langage courant par la couleur noire de sa peau, connaît une position sociale économique et symbolique inférieure, à La Réunion. Il ressort de mes différents travaux que cette catégorie de la population se situe, en grande partie, au bas de l'échelle sociale, étant sur représentée dans les emplois peu qualifiés et sous représentée dans les emplois de cadre. Force est de constater que peu de personnes noires (d'hommes et encore moins de femmes) sont présentes aux postes de responsabilités, que ce soit dans le domaine économique ou politique à La Réunion » (In Kaf, études pluridisciplinaire, Edit. ZAR-LOR, Réunion, 2007).

Cette Décennie des personnes d'ascendance africaine doit être le moment opportun de mobiliser toutes les énergies, ici comme ailleurs, au service d'engagements politiques plus forts et plus durables en leurs faveurs.

### Un message d'espoir, de tolérance et de dignité

Pour la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, cette Décennie internationale, ayant pour thème, Considération, Justice et Développement, « porte un message d'espoir, de tolérance, de droits de l'homme et de dignité ». Car elle vise des objectifs essentiels pour restituer leur pleine dignité aux personnes d'ascendance africaine, à savoir :

Promouvoir le respect, la protection et la réalisation de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés

fondamentales des personnes d'ascendance africaine, comme le prévoit la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

Promouvoir une meilleure connaissance et un plus grand respect de la diversité du patrimoine, de la culture et de la contribution au développement des sociétés des personnes d'ascendance africaine ;

Adopter et de renforcer les cadres juridiques internationaux, régionaux et nationaux, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Durban et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et de veiller à les mettre en œuvre intégralement et effectivement.

([www.un.org/fr/events/africandescentdecade/programme](http://www.un.org/fr/events/africandescentdecade/programme)).

Pour réaliser les trois objectifs visés, l'ONU a arrêté un programme d'activités qui servira de cadre pour penser des actions, des recherches et des rencontres, et ce à différents niveaux (national, régional et international). Le but est de venir à bout d'un mal qui ronge l'ensemble des sociétés.

Pour marcher vers ce but, il convient tout d'abord, comme le souligne Irina Bokova, de reconnaître la contribution inestimable de ces hommes et femmes d'ascendance africaine dans l'édification de nos sociétés contemporaines et de transformer cette reconnaissance en action de lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'intolérance sous toutes ses formes.

Cette Décennie internationale concerne bien évidemment toute notre région, donc notre Ile. L'esclavage, l'engagisme et le colonialisme ont laissé des traces et font encore sentir leurs effets aujourd'hui sur un certain nombre de personnes, particulièrement sur les personnes d'ascendance africaine. Cette décennie est l'occasion d'unir nos forces afin de garantir le plein exercice des droits économiques, sociaux, culturels et politiques aux personnes les plus touchées par la discrimination, la stigmatisation et la marginalisation.

**Reynolds Michel**

# Productions agricoles, hors la canne, de nature à booster notre développement économique...

## I-Le géranium (deuxième partie)



Alambic.

Selon le dossier de la Caheb (coopérative des huiles essentielles de Bourbon)

« Il y a deux sortes de géraniums, ceux à grandes fleurs et ceux à feuillage odorant. Ce sont les richesses de ces derniers qui servent à la fabrication de l'essence de géranium. Leurs feuilles sont couvertes de milliers de poils minuscules, reliés à des glandes, qui lorsqu'on les froisse, ou sous l'action de la chaleur, libèrent des huiles aromatiques aux parfums délicieux. C'est cette caractéristique qui leur a valu le nom de *pélagonium odorant*. »

« L'essence de géranium est très prisée en parfumerie fine, elle constitue une base de parfum pour des produits cosmétiques (Paco de Paco Rabanne par exemple) et sert à la transformation de bases florales ou d'arômes de fruits. Plus accessoirement, elle entre dans la composition de savons et dans certains produits pharmaceutiques. Les applications médicinales sont nombreuses ; l'huile essentielle diluée dans de l'eau, permet de lutter contre certaines infections »

### La distillation du "géranium" à la Réunion

Pour distiller le géranium on utilise des alambics. On en voit encore dans les hauts de l'ouest et dans les hauts de la commune du Tampon. Nous sommes nombreux à avoir vu travailler un alambic. Parfois hélas ! dans les fêtes comme celle de la foire de Bras-Panon signe que la production pourrait passer

insensiblement de la production à l'exhibition à caractère touristique. On a vu en effet que la production s'est fortement réduite avec la crise du géranium et les chiffres ont été donnés dans la première partie de notre dossier.

Boisjoly Potier, qui a donné son nom à un collège du Tampon, est considéré comme le précurseur de la culture du géranium à La Réunion : il est le premier à le cultiver et le distiller à grande échelle à la Plaine des Cafres, faisant alors la richesse du Tampon. Dès 1887, suivant son exemple, les planteurs mettent en application de nouveaux procédés d'exploitation, de nombreux alambics sont installés. Ils sont généralement situés au milieu des champs, non loin d'une ravine pour l'eau.

La distillation traditionnelle du géranium rosat se fait dans de petits alambics en cuivre (et maintenant en inox). Dans une cuve d'environ 800 litres, on presse 3 à 400 kg de feuilles au dessus d'une claie, disposée au dessus de 250 l d'eau au fond de la cuve. Dessous celle-ci, on entretient un feu avec des branches d'acacia. Lorsque l'eau bout, la vapeur fait éclater les poils glanduleux des feuilles et entraîne les huiles essentielles volatiles dans un col de cygne. Les vapeurs descendent ensuite par un serpentin placé dans une cuve d'eau froide et se condensent. La séparation de l'huile essentielle de la petite eau se fait simplement dans un vase florentin, dans lequel l'huile plus légère, montée en surface, s'écoule à l'extérieur. Une « cuite » dure plus de trois heures.

Avant la floraison, les feuilles et les tiges sont cueillies, foulées et cuites dans la cuve, appelée marmite ou chaudron. Le couvercle en forme d'entonnoir est alors vissé sur la cuve d'où sort le tuyau menant les vapeurs au serpentin de cuivre disposé pour la réfrigération dans l'alambic. C'est cette vapeur qui va véhiculer l'huile contenue dans le géranium. En effet, cette chaleur soudaine provoque l'extraction de l'huile contenue dans les tiges et les feuilles. La vapeur revenue à l'état liquide, il sera alors facile par décantation de séparer l'huile de l'eau. 400 kg de feuilles et tiges vont donner un demi litre ou un litre d'huile. (extrait de wikipedia)

Il ressort du dossier présenté sur internet par la CAHEB que :

la qualité de l'huile essentielle de Géranium Rosat produite à la Réunion dépasse de loin, tout ce qui se produit dans le monde. Son parfum fort et sucré, légèrement mentholé, rappelle celui de la Rose. C'est surtout dans les hauts de l'Ouest, et plus précisément à la Petite France, que la culture du géranium a pris une grande importance, ce qui lui valut d'être principalement la capitale du Géranium.

(à suivre)

*un dossier de Georges Gauvin*

